



15^{ème} Conférence Régionale
St Brieuç
23 et 24 juin 2016

15^{ème} CONFERENCE REGIONALE BRETAGNE

23 ET 24 JUIN 2016 À ST BRIEUÇ

Sommaire n°2

Dessine-moi la Bretagne de demain.....p.1

Les enjeux régionaux...p.2

Une démarche audacieuse.....p.2

Etre acteur des transformations nécessaires.....p.3

Poursuivre et réussir le travail commun en mode projet.....p. 4

Les enjeux régionaux.....p. 4

Dessine-moi la Bretagne de demain !

Avec ce deuxième document préparatoire en main, les syndicats et les organisations de la région vont pouvoir s'approprier les enjeux prioritaires que devra porter le Comité Régional Cgt Bretagne avec l'ensemble de la Cgt.

Au lendemain du 51^{ème} Congrès, qui a validé la région, comme étant un outil à part entière de l'organisation Cgt, c'est maintenant dans la mise en œuvre qu'il faut faire preuve d'efficacité ensemble pour être sur tous les fronts, dans un même élan et dans un rythme partagé.

Si le fait régional n'est plus à démontrer, l'activité régionale Cgt est à familiariser avec les syndicats et les structures de la Cgt sur le territoire.

La 15^{ème} Conférence régionale aura à définir et valider le sens d'une démarche qui permettra aux salariés d'avoir un moyen à leur disposition pour faire entendre leurs aspirations et construire leurs revendications.

Les récentes réformes de l'Etat ont redimensionné la région administrative en lui donnant plus de pouvoir sur l'économie. Elles ont renforcé le rôle de l'Etat en région.

Si la région Bretagne a gardé son périmètre, cette « déconcentration/décentralisation » a indéniablement renforcé cet échelon dans une construction européenne qui poursuit sa route libérale.

Pour la Cgt, il ne s'agit pas d'adapter ses outils aux différentes réorganisations, mais de rechercher les points d'appui et d'intervention pour améliorer le quotidien des salariés et de la population de la région.

Il y a 46 ans, lors de la création de ses comités régionaux, la Cgt était en pointe pour favoriser les convergences, dans les luttes, mais aussi pour la construction et l'élaboration de la démarche revendicative. Bien avant les Conseils Régionaux, la Cgt entendait

faire de l'échelon régional un moyen pour l'émancipation des travailleurs, un moyen pour porter des propositions dites alternatives, des propositions construites avec et pour les salariés.

Nous sommes de nouveau à un moment charnière de l'histoire et devons nous attacher à écrire ou dessiner ce que sera notre avenir. Nous devons compter sur nous et notre capacité à générer des projets, en lien avec les valeurs que nous représentons, pour s'engager dans les transformations nécessaires pour construire une société d'égalité des chances, une société plus juste tournée vers la réponse aux besoins sociaux.

Chaque organisation doit travailler sa pertinence avec les salariés pour répondre aux défis posés par le 51^{ème} Congrès de la Cgt, cela dès le lieu de travail. Des pistes réelles de confédéralisation doivent être co-élaborées pour définir des priorités à travailler ensemble, tant sur les formes d'organisation que sur les contenus à proposer aux salariés.

C'est en articulant nos responsabilités, en croisant nos priorités que nous saurons dépasser les freins que nous avons collectivement relevés pour nous engager dans une démarche syndicale de conquête et porteuse d'avenir pour les salariés, les demandeurs d'emploi et les retraités de la Région.

La Conférence régionale devra affirmer le rôle moteur du Comité Régional sur les chantiers à porter prioritairement. Elle devra identifier les enjeux régionaux qui seront l'ossature de l'activité du Comité régional pour les prochaines années.

En identifiant nos propres responsabilités, nous saurons favoriser les convergences et renforcer le mouvement social.

S'il y a une plus value à chercher dans cette 15^{ème} conférence, c'est celle de la concrétisation de nos décisions. Il ne tient qu'à nous de dépasser nos craintes pour nous engager dans la construction du syndicalisme du XXI^{ème} siècle dont a besoin le monde du travail.

Site Internet :
www.cgt-bretagne.fr
mail :
cgt.bretagne@wanadoo.fr
Tél. 02 99 65 45 90
Fax : 02 99 65 24 98
Directeur de la
publication :
Thierry GOURLAY
I.S.S.N. : 1258-7745
C.P.P.A.P. : 0713 S 07992
Bimensuel - 0,15€

15^{ème} cgt
Conférence Régionale
St Brieuc
23 et 24 juin 2016

LES ENJEUX RÉGIONAUX

Définir les enjeux régionaux nécessite un travail croisé entre les organisations de la Cgt sur le territoire. En effet, ils doivent reposer sur des choix d'organisation pour déterminer la pertinence ou la proximité des responsabilités du Comité Régional. En déterminant ces enjeux, se pose la question de l'utilité de l'organisation qui les portent en fonction de critères bien définis : la capacité de rassemblement des salariés, de constructions revendicatives et d'intervention collective.

A partir de ces exigences, il appartient à l'organisation syndicale de s'organiser pour renforcer sa « force de frappe » pour développer une démarche qui s'appuie sur l'élaboration collective. Elaboration avec les salariés d'un (des) territoire(s) et/ou d'une (des) profession(s), élaboration aussi entre les organisations de la Cgt pour mutualiser et dynamiser l'efficacité de notre syndicalisme.

La région, au sens large, est devenue, au fil des réformes, une institution politique qui a vu ses pouvoirs et compétences se renforcer considérablement. Tant du côté collectivité territoriale que de l'Etat, l'échelon régional prend une place déterminante dans la conduite de l'économie sur ce périmètre. Cette évolution se fait dans le cadre d'une construction européenne coordonnée avec les Etats pour constituer des moyens publics au service des intérêts du capital à l'échelle de la planète.

Aussi, les conditions de l'économie évoluent considérablement et les territoires deviennent des moyens de compétitivité pour les entreprises, pour l'économie, au détriment, le plus souvent, des salariés, des retraités et des demandeurs d'emploi.

Notre 15^{ème} conférence devra orienter les priorités du Comité Régional en fonction des critères évoqués plus haut afin de lui permettre d'être un acteur utile aux organisations et syndicats de la Cgt en Bretagne.

En travaillant ces questions au sein de chaque organisation en région, nous devons être en capacité de nous engager vers la construction d'une Cgt du XXI^{ème} siècle, en lien avec la réalité du salariat, pour orienter la transformation de la Cgt vers une organisation en capacité de contester, de mobiliser, de négocier et de proposer, et ce dans un même mouvement.

La confédéralisation repose sur la capacité de chacune de nos organisations de s'entendre avec les autres pour définir des axes de travail commun en rapport avec des orientations partagées.

Il ne peut y avoir de travail Cgt efficace le dos au mur, aussi cela suppose de prendre des dispositions pour préciser les champs d'intervention sur lesquels nos organisations assument les responsabilités pour au global assurer l'ensemble des tâches que le syndicalisme Cgt doit accomplir dès l'entreprise.

Chaque outil ou structure de la Cgt doit définir avec les syndicats sa place et son rôle afin de s'octroyer des priorités dans son action au quotidien, c'est le sens du rappel du 51^{ème} Congrès de la Cgt de finaliser la réflexion autour des résolutions 4, 5 et 6 du 49^{ème} congrès de la Cgt.

C'est un travail long mais nécessaire. Il est incontournable pour poser les jalons du syndicalisme Cgt dont on a besoin les salariés.

15^{ème} cgt
Conférence Régionale
St Brieuc
23 et 24 juin 2016

UNE DÉMARCHE AUDACIEUSE DANS UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DIFFICILE

C'est dans cet état d'esprit que les réflexions du groupe de travail qui prépare la Conférence régionale, que le bureau et le Comité Régional vous proposent d'aborder la question des enjeux régionaux qui ne peut être prise comme une adaptation aux évolutions institutionnelles mais comme un moyen de l'action collective complémentaire pour nous permettre de nous engager collectivement vers une société plus juste, plus équilibrée, plus sociale.

Ce second document doit permettre de clarifier les compétences du Comité Régional Cgt Bretagne auprès des syndicats et de l'ensemble des organisations de la région, aussi, ce qui suit ne peut être exhaustif, puisque la proposition repose sur l'énumération de priorités qui répondent aux critères d'une Cgt tournée vers l'avenir.

Cela est d'autant plus audacieux que dans la dernière période, la Bretagne a subi, et subie encore de vastes restructurations qui se sont soldées par une désindustrialisation et des pertes d'emploi considérables dans des secteurs clés de la région.

Pourtant, la Cgt ne peut se résoudre à cette désindustrialisation, alors que le potentiel y est fort à la condition de modifier les critères en cours. Ces critères de compétition, de concurrence, non seulement génèrent de l'exclusion, mais aussi organisent la compétition entre les territoires de la région où les collectivités financent l'implantation ou le maintien des activités économiques.

Là aussi, des efforts sont à faire pour visualiser les millions d'euros mis à la disposition des entreprises dont les effets ne sont ni vérifiables, ni identifiables. Le chômage ne cesse de progresser pendant que les aides aux entreprises augmentent. Aussi, ces politiques devraient prendre en compte d'autres éléments que

les intentions patronales sur l'emploi dont on sait aujourd'hui qu'elles ne restent que de l'affichage. En témoigne le plan « 500 000 » de formation, où à ce jour, aucune branche professionnelle n'a identifié les formations nécessaires pour les transformer immédiatement en emploi pour les demandeurs d'emploi.

La démarche de conquête suppose de dépasser la contestation pour engager les syndicats à construire leur avenir, pour leur emploi, leur travail, leur vie.

L'identification des enjeux industriels nécessite de se mobiliser pour faire un état des lieux partager pour définir des axes prospectifs en les faisant porter par les salariés, là où ils sont.

Il en est de même pour redonner aux services publics la proximité avec les populations et les besoins de l'économie pour développer l'emploi et les activités.

Si les atouts ne manquent pas, il faut les révéler pour en faire des atouts de la démarche syndicale, pour être un syndicalisme qui permet de ne pas être enfermé dans les verrous du dogme capitaliste.



ETRE ACTEUR DES TRANSFORMATIONS NÉCESSAIRES

Incontestablement l'économie se transforme, nous le voyons dans le quotidien dans et hors de l'entreprise. La numérisation, dont nous sommes à l'aube des conséquences sur les femmes et les hommes, est utilisée pour renforcer les choix du capital. Pourtant, elle pourrait être un formidable moyen pour améliorer la vie de chacun et permettre d'être plus nombreux au travail.

Cela invite à s'impliquer dans les choix pour que nous puissions être des acteurs de notre futur et de celui des générations à venir. Car, pour la première fois, les générations à venir vont être amenées à vivre plus mal que les précédentes. La Cgt ne peut se résoudre à cette situation, c'est ce qui d'ailleurs légitime son existence et sa soif de justice sociale.

La société de demain se fera avec ou sans nous, mais elle se fera. Pour cette raison, il est important et nécessaire de poser le rôle du syndicat pour être une force d'espoir dans un monde, une Europe, une France, une Région... où tout le monde se cherche, et cherche à porter les responsabilités sur les autres. Cette individualisation, que l'on retrouve à tous les niveaux ne peut conduire que dans une impasse, alors que plus que jamais, les salariés ont besoin de solidarité, de fraternité, d'espoir.

C'est à sa place d'organisation syndicale que la cgt entend jouer ce rôle en invitant les salariés à y prendre une place déterminante.

Mettre un terme à la stratégie d'opposition ou d'excellence pour donner à chaque territoire de la région demande à faire de l'anticipation un mode de vie de la Cgt en Bretagne. Identifier les filières, rassembler les syndicats, écouter les salariés pour être capable d'être force de proposition dans un secteur particulier est un des défis à relever pour commencer à peser sur les choix et être entendu par les décideurs.

Tous les secteurs professionnels sont concernés par cette démarche de projet. C'est en cela que l'identification des compétences, la confédéralisation des organisations sur le territoire pour élaborer des projets revendicatifs, devient nécessaire et pertinente car les pouvoirs se trouvent aussi à ce niveau.

Les réformes de l'état, la métropolisation, si nous n'en sommes pas demandeurs, nous permettent néanmoins d'avoir des lieux d'expression avec de nouvelles possibilités d'interventions. Les conseils de développement, qui sont des lieux de dialogue social en territoire, peuvent être des moyens de fédérer des exigences à la condition de les construire et d'en faire des revendications sur les enjeux économiques.

Le dialogue social doit devenir démocratique, ce n'est pas le cas, et encore moins dans les territoires où la « démocratie participative » prend le pas sur la démocratie. Depuis 2 ans et demi, la conférence sociale régionale Bretagne, unique en France, a ex-

périmenté le quadripartisme (état, région, syndicats, organisations patronales) comme mode de fonctionnement. Issue du pacte d'avenir, cette conférence, acquise par les organisations syndicales, doit trouver une place nouvelle dans la vie de la Cgt en région pour trouver sa pleine efficacité. Les sujets qui y sont abordés impactent directement les salariés et la vie des entreprises, par exemple la sécurisation des parcours professionnels, l'efficacité des aides publiques, les conditions de la mobilité des salariés sur les territoires, le droit syndical interprofessionnel. En aucun cas normative, cette conférence a permis d'aboutir à la mise en place d'une Commission Paritaire Emploi Formation dans le secteur de l'alimentaire et de l'agroalimentaire. C'est un outil nouveau, qui doit favoriser les conditions d'accessibilités à l'emploi et le développement des carrières par la formation professionnelle.

Si cette commission constitue une première dans le secteur, elle doit être un moyen pour les syndicats de s'approprier les sujets qui vont y être évoqués pour y porter des revendications au sein de leur filière, revendications qui ne pourront être construites qu'à partir des aspirations des salariés au sein de chacune des entreprises. Pour qu'elle soit efficace, cette CPREFP exige de faire du syndicalisme Cgt autrement.

La question du travail est au cœur de notre démarche syndicale. Elle est l'ossature pour structurer notre démarche syndicale et porter des exigences d'activité utile et exercées dans de bonnes conditions. Le travail est le moyen de vivre. Aussi avec ou sans emploi, si les réalités sont différentes pour les femmes et les hommes, il est indéniable que trop d'individus vivent mal les situations dans lesquels ils sont. Le travail réalisé par les organisations ces dernières années pour aider à s'approprier autrement cette dimension travail au sein de notre activité syndicale doit être renforcé et permettre à ce que dans chaque syndicat nous puissions prendre la main pour imposer notre vision de la production et des conditions de travail.

La question des transports dans une région comme la Bretagne est principale pour permettre un aménagement du territoire équilibré et une mobilité des humains et des marchandises. Dans ce cas, le service public doit être prépondérant pour développer les transports collectifs et permettre l'acheminement du fret, infra mais aussi vers l'extérieur de la région. Cela suppose une politique coordonnées, élaborés avec l'ensemble des acteurs dont les salariés.

Le développement industriel de la région, des services publics de proximité et une réelle démocratie sociale sont le cœur de l'activité du Comité régional Cgt. Ils représentent les priorités de l'outil syndical régional, et il appartient à chacune des organisations de la Cgt d'en faire le moyen qui permet la convergence dans l'intérêt des salariés de la région.



Accord CPREFP avril 2016



Mobilisation régionale octobre 2012

POUR SUIVRE ET RÉUSSIR

LE TRAVAIL COMMUN EN MODE PROJET.

Si l'on regarde de près plusieurs secteurs clés au niveau industriel en Bretagne, on peut logiquement se trouver inquiet.

C'est vrai sur des secteurs communément classés comme "socles" tel l'agroalimentaire, l'industrie navale, l'électronique, l'automobile par exemple.

Cela avec des degrés différents et pour des raisons qui touchent autant à de nouvelles organisations du travail, qu'aux choix patronaux ainsi que ceux des pouvoirs publics.

Si la région Bretagne a des spécificités, elles sont autant par son côté péninsulaire que par une capacité d'adaptation et de réaction assez reconnue.

Une CGT, au centre des débats comme elle l'a été sur les questions maritimes par exemple en organisant à Brest un forum social sur le thème du travail et la mer, doit trouver des prolongements autour de ce chantier repère, déjà identifié du maritime.

Il y a, là, des opportunités pour construire des réponses revendicatives adaptées à la réalisation d'une véritable stratégie maritime que la CGT appelle de ses vœux.

Même si dans ce contexte maritime, des questions comme la déconstruction des navires en fin de vie n'ont pas trouvé à ce jour des réponses d'organisation en véritables filières, il faut poursuivre dans cette responsabilité syndicale de porter la question de l'économie circulaire et d'environnement.

L'organisation d'une véritable filière autour des énergies marines renouvelables reste aussi d'actualité.

Les thématiques retenues lors de la précédente Conférence Ré-

gionale restent d'actualité avec certainement des adaptations comme celle des NTIC qui sont un des moyens dans "la révolution numérique", qui devient un thème transversal à l'ensemble des secteurs d'activités et de l'organisation de la vie publique et privée.

Comment, par ailleurs, ne pas faire un rapprochement avec le secteur émergent de la cyberdéfense et la place que la Bretagne entend jouer sur ce créneau.

Les questions de Défense et de sécurité sont aussi une particularité bretonne qu'il convient de souligner.

Avec cette révolution numérique se pose la question des outils et des usages et ce, que beaucoup classent dans l'appellation de "l'usine du futur".

Sur cette question qui repose autant sur les processus du travail que sur des ambitions de transition, comme la transition énergétique, il y a matière à de nouvelles initiatives syndicales en lien avec les stratégies de filières et les réponses syndicales adaptées.

Si les ambitions pour la CGT ne sont certainement pas les mêmes que celles portées par le Conseil Régional et l'État en région, ne serait-ce que par la nature de l'action des uns et des autres, il peut y avoir des propositions syndicales à construire soit dans ce spectre "politique" soit dans un autre, élargi, partant des besoins des salariés et des populations.

Sans partir de rien, chacun pourra admettre qu'il nous faut plus de chair sur le squelette que nous avons bâti, avec les adaptations nécessaires comme celle du numérique.

C'EST SUR CES ENJEUX RÉGIONAUX QUE LA CONFÉRENCE SERA INTERPELLÉE POUR ADAPTER SON OUTIL ET SON MODE DE FONCTIONNEMENT POUR CONSTRUIRE LES RÉPONSES REVENDICATIVES LES PLUS PERTINENTES DANS L'INTÉRÊT DES SALARIÉS.

